COLLECTIF ARCHIVES LGBTQI

Le feuilleton des luttes

Pute et politique
avec Thierry Schaffauser

(générique d'introduction)

Travailleur du sexe depuis ses vingt ans, co-fondateur militant au sein du Syndicat du Travail Sexuel, le STRASS, Thierry Schaffauser nous raconte son combat pour les droits des travailleuses et travailleurs du sexe, en dialogue avec Arlindo Constantino, militant pédé, ancien militant d'Act Up-Paris de 1994 à 2010, chargé de com de l'association de 1997 à 2001, et fils d'immigrés portugais.

Thierry Schaffauser

Du « MAG », Thierry Schaffauser rejoint Act Up-Paris au tournant des années 2000, à la recherche d'un type de militantisme politique qu'il n'avait pas trouvé dans ce mouvement. En octobre 2005, il commence à militer en tant que pute pour la fierté pute en France et à l'international.

Il revient pour nous sur la création du STRASS, sur l'essor des mouvements TDS (Travailleur·euses Du Sexe) en France et sur les différences entre ce syndicalisme en France et à l'étranger… Et il évoque aussi les obstacles auxquels les travailleurs et travailleuses du sexe font face, dans leurs luttes, encore aujourd'hui.

Act Up oui c'est un moment très formateur pour moi et je pense que c'est quelque chose que l'on ne peut pas oublier dans une vie activiste. C'est-à-dire qu'on était en guerre, on était vraiment en guerre.

Mais qu'est-ce qui t'a amené à Act Up ?
C'est ça qui est intéressant aussi dans ton parcours.
Tu te découvres jeune pédé ?

Arlindo Constatino
(à gauche)

Thierry Schaffauser
(à droite)

Oui l'homophobie je pense que j'en ai une conscience très très rapidement puisque c'est à l'école primaire où l'on commence à te traiter de fillette, femmelette, je sais pas quoi. Je jouais à la corde à sauter avec les filles. En fait je pense que l'homophobie c'était beaucoup sur la question de genre, sur le côté transgression de genre. Je crois que la première fois où j'ai dit que j'étais pédé ça devait être autour de 11 ans, 12 ans, quelque chose comme ça. Et à l'époque, personne ne voulait me croire.

Parce que je pense que ça ne les arrangeait pas en fait. C'est-à-dire que tant qu'ils ont le pouvoir de nous singulariser, de nous insulter et tout ça, tout d'un coup ils n'ont plus ce pouvoir-là et ils ne voulaient pas l'admettre (rires). J'ai un deuxième coming out qui arrive plutôt vers 15 ans où là je le dis vraiment à tout le monde, ma famille et tout ça. Il y a pire dans la vie, hein, mais ça a été un peu dur.

Moi j'étais dans une recherche de lien communautaire. Vers 14-15 ans j'ai commencé à baiser mais avec les premiers mecs pédés que je croisais juste parce qu'ils étaient pédés et que c'était un lien avec une communauté que j'imaginais, que j'idéalisais peut-être, je ne sais pas.

Donc en fait c'est pas juste des liens interpersonnels que tu as avec d'autres garçons, c'est vraiment l'idée de te lier à la communauté à travers d'autres garçons et de créer un réseau social ?

A cet âge-là je ne connaissais pas d'autres personnes LGBT. Enfin si, je voyais à la télé Pascal Sevran ou des figures un peu comme ça, qui étaient assez stigmatisées et pas forcément des trucs super valorisants. Mais globalement, au milieu des années 90, quand je vois Christophe Martet au Sidaction, ça c'est quelque chose qui pour moi m'a fait beaucoup de bien. Je devais avoir 14 ans je crois. J'étais avec ma mère et je lui ai dit un truc du genre « Oh regarde » (rires). Parce que pour moi c'était une folle qui criait sur un ministre, c'était un truc de pouvoir. Et c'est peut-être ça aussi qui a été une des images marquantes pour moi pour arriver à Act Up ensuite.

A 15 ans j'ai essayé de rejoindre le MAG. Parce qu'au lycée j'ai rencontré une fille qui était lesbienne, on était un peu les deux seul·e·s du lycée. Et c'est elle qui m'a dit « Viens on va au centre LGBT ». C'était rue Keller à l'époque. On était mineurs donc il n'y avait pratiquement aucune activité pour nous. Ils nous ont dit « Allez voir le MAG ». Et en fait le MAG (Mouvement d'Affirmation des jeunes Lesbiennes, Gais,

Bi & Trans, ndlr) c'était le jeudi soir, et comme moi j'étais en banlieue c'était compliqué. Il fallait prendre le train de banlieue et tu as tes parents qui te disent « Mais t'étais où ? » (rires) et puis tu rentres tard le soir et tout ça...

J'ai grandi à Argenteuil en gros. Je suis né à Suresnes et vers 7 ans on a déménagé à Argenteuil. Il y avait un petit groupe de jeunes gays et lesbiennes de 15-16 ans où on s'était un peu retrouvé·e·s sur Paris en fait. Il y avait un garçon, un des premiers mecs avec qui j'ai baisé, il travaillait au marché. Un samedi matin j'ai dû le croiser comme ça. Donc là c'était vraiment hors communauté. Mais sinon, comme beaucoup de banlieusards, on prenait le dernier train, le premier métro ou le premier train. On passait la nuit à Paris quoi !

En termes d'engagement associatif : tu passes au MAG, ça ne marche pas trop ?

Ce n'est pas très politique on va dire, en tout cas c'est pas la politique que je recherchais même si ça a son utilité de convivialité et de créer du lien pour les gens qui ont besoin de créer un lien. Mais c'est vrai qu'à un moment donné j'étais dans une recherche plus militante. Et effectivement Act Up à ce moment-là est en pleine bataille sur le Pacs, et je pense que c'est ça qui m'a décidé à pousser la porte et à me dire « Je vais rejoindre Act Up », même si ça pouvait peut-être faire un peu peur. J'ai du mal à me remettre à ce moment-là mais je crois que j'ai mis un peu de temps, comme beaucoup de gens.

Les deux premières années à Act Up j'ai pratiquement pas pris la parole. Les deux premières années on apprend. Au début je tapais des comptes-rendus, des réunions de commissions, des petits trucs, je faisais les collages, le mailing le samedi matin ou le samedi après-midi je sais plus, tous les trucs qu'il fallait faire quoi, les petites mains.

Je fais le tour de différentes commissions, la première je crois c'était la commission « Prévention », où tu étais justement. Et c'était un peu en plein débat sur le bareback qui était assez dur rétrospectivement. Moi je suivais, à ce moment-là t'apprends aussi. En plus c'est un débat qui était compliqué. On venait de coller l'affiche « Irresponsables ». Et puis après j'ai fait la commission « Drogues et usages ».

IRRESPONSABLES.

Vous êtes séronégatif. Mais en êtes-vous sûr ? À quand remonte votre dernier test ? 21 % des pédés séronégatifs - ou qui croient l'être - déclarent avoir pénétré sans capote un partenaire occasionnel dont ils ignoraient le statut sérologique.

La communauté homosexuelle a été la plus touchée par le sida. Pour cette raison, elle a été la première à se mobiliser pour enrayer la progression de l'épidémie. Aujourd'hui, tout confirme un relâchement des pratiques de safe sex. Ce constat est insupportable. Tous les jours, vous croisez des amis, des amants qui subissent les effets secondaires des traitements : visages creusés par les lipoatrophies, lipodystrophies, diarrhées, nausées, fatigue, troubles de la libido, neuropathies, ostéoporose etc. Combien parmi vous qui ont baisé sans capote devront bientôt prendre un traitement et en subir les effets secondaires ? Tous auraient pu les éviter. Tous auraient pu éviter aussi les MST que l'on croyait disparues (syphilis, gonorrhées, etc.), qui sont actuellement en pleine recrudescence.

Aujourd'hui, vous laisser aller à une sexualité non-protégée est irresponsable. En baisant sans capote, vous mettez votre vie en danger.

Act Up-Paris combat le relâchement du safe sex et le bareback. Parce que le combat mené par les gays contre le sida a été notre fierté, le relapse est inacceptable. Vous savez que vous pouvez être contaminés et mourir du sida. Comme déjà 25000 pédés.

Vous êtes séropositif. Depuis 1 mois ou 15 ans, peu importe. 38 % des pédés séropositifs déclarent avoir pénétré sans capote un partenaire occasionnel dont ils ignoraient le statut sérologique. Vous connaissez les ravages causés par le sida depuis 20 ans. Vous savez aussi que des MST que l'on croyait disparues (syphilis, gonorrhées, etc.) sont actuellement en pleine recrudescence.

La communauté homosexuelle a été la plus touchée par le sida. Pour cette raison, elle a été la première à se mobiliser pour enrayer la progression de l'épidémie. Aujourd'hui, tout confirme un relâchement des pratiques de safe sex. Ce constat est insupportable. Vous êtes séropositif, vous êtes en première ligne de l'épidémie et vous connaissez la lourdeur des traitements.

Aujourd'hui, vous laisser aller à une sexualité non-protégée est irresponsable. En baisant sans capote, avec des séronégatifs, vous prenez le risque de les contaminer, donc de mettre leur vie en danger.
En baisant sans capote, entre séropositifs, vous prenez le risque de contracter une souche du virus résistante à tous les traitements actuels. Ou de contracter une autre MST. Comme si le sida ne suffisait pas.

Act Up-Paris combat le relâchement du safe sex et le bareback. Parce que le combat mené par les gays contre le sida a été notre fierté, le relapse est inacceptable. Vous êtes séropositif et vous savez que vous pouvez mourir du sida. Comme déjà 25000 pédés.

Protégez-vous, protégez vos partenaires, on vous l'a déjà dit.

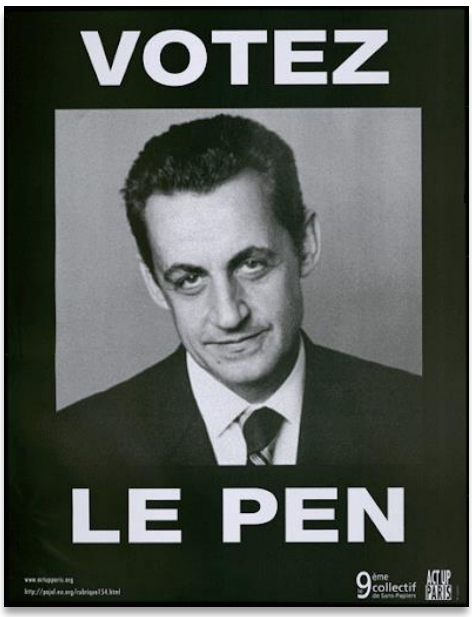
Act Up-Paris™

Sources : chiffres Enquête "Presse Gaie 2000".

Est-ce qu'il y a une commission TDS/putes qui s'est créée à Act Up à ce moment-là ? Est-ce que t'as initié un truc ? Est-ce que t'avais déjà ça dans la tête ? Est-ce que la question du travail du sexe était déjà dans ton esprit ?

Non, je crois qu'on a créé la commission « Homophobie ». Il y avait « Prévention » mais il n'y avait pas « Homophobie ». Et à un moment donné on a créé ce qu'on appelait le « Sex pôle », avec la commission « Trans » parce qu'il y avait le groupe activiste trans. Donc là on est déjà vers 2002, 2003 quelque chose comme ça. Toutes les thématiques genres et sexualités on travaillait un peu ensemble.

La commission « Prostitution » je crois que c'est Malika qui l'a lancée. Et moi à ce moment-là je ne l'ai pas rejoint tout de suite parce que je pense que j'étais pas encore out dans Act Up en tant que pute. En fait je crois que j'ai commencé le travail du sexe à peu près à ce moment-là, je crois que j'ai commencé en 2002, un petit peu avant que la droite arrive au pouvoir et que tout d'un coup ça redevienne un sujet. Parce qu'en gros « Le bleu marine revient à la mode », c'était un slogan d'Act Up après juin 2002. Dans un contexte où Le Pen est quand même au second tour, avec une droite assez dure et où une des premières sorties médiatiques de Sarkozy, ministre de l'Intérieur, c'est quand il va sur les boulevards des maréchaux nord et prépare la loi sur le racolage passif. Et c'est à peu près dans ce



contexte-là que je finis par faire mon coming out en RH (Réunion Hebdomadaire, ndlr), ce qui était un peu rigolo parce que je pense que les gens ne s'y attendaient pas alors que ça aurait dû être évident qu'il y avait des gens qui faisaient le tapin parmi les jeunes pédés.

Je ne rejoins pas tout de suite la commission « Prostitution » parce qu'en même temps je suis pas militant sur ces questions-là. Et puis moi comme beaucoup de travailleurs du sexe au tout début, on ne se sent pas vraiment légitime. Parce qu'il y a tellement de représentations sur le travail du sexe qu'au début tu te dis peut-être que... Et puis à force tu te rends compte qu'en fait non. C'est comme d'autres sujets très stigmatisés où peut-être que s'il y a une vérité, elle vient peut-être des personnes elles-mêmes.

Le bus des femmes

Mais ça je m'en suis rendu compte au fur et à mesure en rencontrant d'autres travailleurs et travailleuses du sexe, même si j'ai participé aux actions contre le ZIT, toutes les actions qu'Act Up faisait sur cette loi sur le racolage. Il y a eu le rassemblement devant le Sénat qui a été un peu un renouveau du mouvement des travailleuses du sexe puisqu'il y avait eu 75 avec l'occupation des églises (occupation de l'Eglise Saint-Nizier à Lyon en 1975 par les travailleuses du sexe lyonnaises, ndlr). Il y avait eu aussi la création des associations de santé communautaire avec le Bus des femmes fin des années 80. Mais le fait de refaire une manif grand public devant le Sénat comme ça, il y avait quand même l'idée que nous les putes, on ne pouvait pas être un sujet politique à ce moment-là. Et je me rappelle le bouquin de Lilian Mathieu, qui dit que c'est un mouvement improbable, qu'en 75, on a bénéficié du soutien de certaines féministes, même des abolitionnistes d'ailleurs. Mais les gens pensent que les putes n'avaient pas la capacité culturelle et politique pour être autonomes politiquement en tant que mouvement social.

Donc moi je suis un peu dans ce contexte-là aussi. Et à ce moment-là je suis plus sur les questions LGBT Prévention. Je rentre dans le mouvement Putes en 2005, un certain temps déjà après avoir été à Act Up, c'est au moment où il y a la conférence européenne des sex workers (travailleur-se-s du sexe, ndlr), à Bruxelles, en octobre 2005. C'est Giulia Garofalo, une activiste italienne, qui vient nous chercher. Parce qu'en fait elle fait un peu le tour des différents pays européens, en cherchant où sont les activistes pour qu'on les invite pour la conférence européenne. Il y avait des mouvements dans certains pays, au Royaume-Uni il y avait un syndicat déjà, et en fait des gens ont dû lui dire : « Va voir Act Up » car elle cherchait aussi des garçons, et que ce ne soit pas que des femmes.

Conférence sur le travail du sexe, Bruxelles, 2005

Je pense que les gens parlaient déjà un peu de moi, parce que j'étais passé sur Pink TV où j'avais fait un témoignage déjà là-dessus. Et c'est Sam Bourcier, Marie Hélène à l'époque, qui me dit : « Il faut que tu ailles à Bruxelles ». C'est un peu en partie grâce à Sam que je suis rentré dans cet activisme-là je pense.

Ça dure 3-4 jours. Mais c'est un moment important parce qu'il y a 200 travailleuses du sexe de toute l'Europe qui se rencontrent. Et c'est là où je me dis, « En fait si, faut y aller quoi ! » Faut qu'on milite aussi sur ces questions-là en France, avec cette perspective activiste que j'ai acquise grâce à Act Up. A ce moment-là t'avais quand même le PASTT (Prévention Action Santé Travail pour les Transgenre, ndlr), le Bus des Femmes. Il y avait un tissu associatif qui existait mais qui était très tourné sur le service santé, accompagnement social, avec un discours activiste, mais qui n'était manifestement pas audible pour les pouvoirs publics qui ont fait passer cette loi sur le racolage.

Camille Cabral

Je ne suis pas tout seul, parce qu'il y avait aussi Nikita, Camille Cabral. Il y avait tout un petit groupe. On se dit que peut-être qu'il faut reprendre justement certains outils queers, que j'ai appris avec Act Up, notamment sur le concept de fierté, de réappropriation de l'insulte. Et donc on a lancé l'idée de la Pute Pride, qui a été faite en mars 2006. Et je me rappelle qu'à l'époque, effectivement, même au niveau des soutiens ça n'a pas été si simple. Je me rappelle qu'Emmanuelle Cosse (présidente d'Act Up-Paris à cette époque, ndlr) nous avait dit en RH : « Ne le faites pas parce que vous n'aurez que vos yeux pour pleurer, ça ne va pas marcher ».

On est resté·e·s quand même à Act Up, mais on a voulu créer un groupe en plus. Et je pense que ça a fonctionné en tout cas sur l'aspect médiatique parce qu'on a vraiment joué les codes stéréotypés que les gens avaient. Je me rappelle la première Pute Pride. Effectivement on était 100 manifestant·e·s mais on était 200 avec les journalistes. Parce qu'il y avait autant de journalistes que de manifestant·e·s. Je crois qu'à part TF1, tout le monde avait couvert le truc, et ça nous avait tous surpris. Personne ne s'attendait à ça.

Donc on a un peu continué et puis finalement moi j'espérais qu'on rassemblerait beaucoup de monde et qu'on devienne un mouvement très fort parce que la médiatisation aurait fait que... Ça ne s'est pas passé comme ça, parce que je pense qu'en partie la notion de fierté c'est compliqué, c'est très marqué culturellement queer/pédé/trans. Beaucoup de femmes, beaucoup parmi les jeunes ont compris mais parmi les traditionnelles, ça ne leur a pas parlé de la même manière et je pense qu'elles n'ont pas suivi.

Mais du coup on s'est concentré plutôt pour essayer de fédérer un peu tout ce qui existait au niveau associatif avec les assos santé communautaire, avec un collectif des femmes de Vincennes, c'était quoi leur nom déjà ? C'était « Femmes de droit, Droits des femmes », et il y avait aussi le PASTT, enfin voilà il y avait plein d'assos qui étaient déjà composées de travailleuses du sexe. Donc on a essayé de fédérer un peu plus tout ça.

Et en fait on a rejoint le collectif « Droits et Prostitution » qui à l'époque n'était pas un collectif communautaire au sens où ça a été fondé en 2002, au moment où il y a eu le débat sur la loi Sarkozy, par des allié·e·s. Ça a été fondé par des juristes, des avocats, des gens de la lutte contre le sida. En fait on l'a investi, et au fil des années, c'est devenu une fédération. Maintenant c'est la « fédération Parapluie rouge » qui est complètement communautaire, au sens où toutes les assos qui sont membres doivent être dirigées par des travailleuses du sexe.

Donc voilà, il y a ce travail de fédération qui petit à petit va amener à la création du Strass (Syndicat du travail sexuel, ndlr) en 2009. Moi je suis à Londres à ce moment-là. Je pars de Paris en 2007. Pour la légende on va dire que c'est à cause de Sarkozy. Non parce qu'il avait dit à l'époque « La France, aimez-la ou quittez-la ». Du coup je me suis dit : « Je crois que je vais quitter la France ». C'était une campagne très dure, avec l'histoire du Karcher, très raciste. J'ai trouvé ça très violent. Et puis en plus au niveau de ma vie privée, j'ai été viré de mon appart parce que suite à la Pute Pride, mes voisins m'ont vu à la télé. Il y a eu une pétition, tout ça, ce que je n'ai pas su tout de suite. C'est ma gardienne qui m'a informé, parce qu'en fait elle s'était plaint qu'ils avaient fait une pétition contre elle, parce que c'était la première gardienne arabe qu'on avait dans la résidence. C'était Porte de St-Cloud. C'était quand même le 16e, le 16e pauvre mais quand même le 16e arrondissement avec plein de petites mamies et tout ça, dont une qui nous surveillait par la fenêtre, je ne sais pas si c'étaient des jumelles, mais on était surveillés quand même. Et moi j'étais dans un appart qu'on partageait à 2-3 pédés, jeunes en plus, on avait la vingtaine. J'ai appris par la gardienne qu'ils voulaient me virer et ils ont fini par y arriver. Puisqu'à l'époque, l'OPAC (Office Public d'Aménagement et de Construction, ndlr), puisque c'était un logement social, considérait qu'il fallait prioriser les familles. C'est l'excuse qu'ils nous ont donné, et on s'est dit : « Est-ce qu'il faut qu'on se pacse ? », et tout ça. Et en fait l'avocate a dit : « De toute façon ça ne sert à rien » parce qu'à ce moment-

là le Pacs n'était même pas reconnu par l'OPAC comme critère familial. Donc on s'est fait virer et je me suis dit à ce moment-là autant partir à Londres.

Au début c'est un peu compliqué matériellement parce que c'était pas la même façon de bosser en tant qu'escort au sens où les sites que j'utilisais en France c'était pas les mêmes. En fait, il faut se reconstituer une clientèle. Et oui j'étais pas sur les bons sites au début tout bêtement. Là-bas c'est *Gaydar* le site qui est le plus populaire, pour ça.

Au début j'ai un peu bossé comme barman serveur dans *Central Station*, qui existe toujours, qui est à côté de *King's Cross*. C'était sympathique parce que j'étais celui qui avait le plus de pourboires, parce que j'avais compris qu'en me mettant torse nu dans le bar du sous-sol, qui faisait des soirées un peu backroom tout au fond, c'est là où t'avais le plus de pourboires et tout. Ça marchait bien mais en même temps on est tellement mal payé, on est payé à la semaine, donc voilà petite galère au début.

Puis je rencontre un mec, avec qui je me mets en couple pendant 8-10 mois, et en fait ça ne fonctionne pas très bien parce qu'il m'a menti sur plein de trucs, il me racontait des histoires. Bon, on a fini par se séparer.

C'était un peu compliqué d'ailleurs parce que j'ai été hébergé pendant plus d'un mois à droite à gauche, par des gens en plus qui ne me connaissaient pas forcément. Tu arrives dans un autre pays et tout... Finalement je me retrouve dans une petite maison d'ouvrier à l'anglaise dans *Hackney* avec d'autres queers qui viennent un peu des milieux squats, punks et tout, et en fait c'est cool. Enfin un truc un peu plus sécurisé et posé ! Et petit à petit les gens viennent. En plus il y avait deux squats queers dans *Hackney*, qui fermaient à ce moment-là parce qu'il y avait une vague de répression et de fermeture des squats.

Du coup on héberge aussi un peu tous les queers qui sont à la rue et tout. Et finalement j'ai des amis travailleurs du sexe qui viennent dans la maison et ça devient un peu un mini bordel en même temps où on vit et où on travaille. C'est l'époque avec Lucas et Vera que j'aimerai toujours ! Et c'était une ambiance formidable

parce que c'était aussi un moment où moi je suis dans le syndicat britannique des travailleuses du sexe.

C'est une expérience importante aussi parce que c'est un syndicalisme *mainstream* en fait. Je suis président de la branche Sex work de GMB qui a 600 000 adhérents. A la base, ça a été créé au 19e siècle, je crois que c'était *Gas Boilermakers Unions*... [General, Municipal, Boilermakers' and Allied Trade Union, ndlr].

Donc c'est vraiment un syndicat mainstream, c'est pas un syndicat communautaire.

Mainstream, oui avec 600 000 adhérents. Donc c'est très différent du Strass. En fait c'est Anna Lopez qui était une travailleuse du sexe portugaise vivant à Londres qui a créé le syndicat en 2000. Et moi j'arrive en 2007-2008. Et je crois que c'est en 2009 que je me fais élire président de cette branche.

Mais ce n'est pas seulement en fait. Contrairement au mouvement syndical français, là-bas ils essayent d'être unis quand-même. C'est ce qu'on appelle le *Trade Union Congress* (TUC), qui regroupe un peu tous les syndicats du pays. Chaque année, ils organisent des Congrès. Donc t'as le congrès du TUC, où ils votent des motions de politique générale, de positionnement syndical et politique, et aussi à force des luttes communautaires des minorités. Dans les années 90 ils ont créé ce qu'on appelle des *Equality Congress*.

Donc t'as le congrès LGBT, le congrès des femmes, celui des handicapés et *Black And Ethnic Minorities*. Donc t'as 4 congrès Egalité chaque année à côté du TUC général. Donc il y a un vrai mouvement de syndicalisme LGBT qui appartient au mouvement *Labour*, mouvement syndical, assez fort et indépendant et moi je me retrouve secrétaire du réseau des syndicalistes LGBT de la région de Londres.

Est-ce que tu penses que ce contexte de lutte aurait été possible dans un contexte syndical français ?

Ah non pas du tout, parce qu'en France les syndicats sont divisés. Les organisations LGBT au sein des syndicats ne sont pas très respectées je pense. Enfin il faudrait leur demander directement mais l'impression que j'en ai depuis l'extérieur c'est qu'il n'y a pas de congrès LGBT annuel dans le monde syndical avec tous les syndicats qui disent : « Ah bon bah okay, vous voulez défendre tel truc donc ça devient la position du syndicat ». Là-bas en 2010 je crois j'ai fait passer une motion pour la décriminalisation du travail du sexe, qui a été adoptée par le congrès des syndicalistes LGBT, et qui du coup est devenue une position des syndicats du pays.

Après il y a des abolitionnistes qui ont refait le truc arrière, donc ça reste un truc controversé. Mais globalement j'avais le soutien de tous les syndicalistes LGBT au Royaume-Uni.

J'étais en fait même un peu une figure *mainstream* dans le mouvement *Labour*. A l'époque Corbyn n'était pas du tout leader du *Labour Party* mais moi j'avais rejoint le groupe de Corbyn. J'ai fait de la politique cra-cra. Ce que j'appelle de la politique cra-cra c'est rentrer dans les partis pour faire du lobbying, de l'entrisme et tout ça.

Et donc le *Labour Party* fonctionne de cette manière au Royaume-Uni... En fait ce sont les syndicats qui ont créé le *Labour Party*. Donc du coup en tant que syndicaliste on passe les étapes de la cellule ou du groupe local (*the ward* en anglais) et on peut déjà au niveau du *borough* (l'arrondissement), donc pour moi au niveau d'*Hackney*, en tant que délégué syndical, je pouvais déjà être membre du CLP (*Constituency Labour Party*) et pouvoir directement passer des motions. La *Member of Parliament*, qui représente le parti directement, est censée défendre les positions qu'on défend au niveau de cette *Constituency*.

Jeremy Corbyn

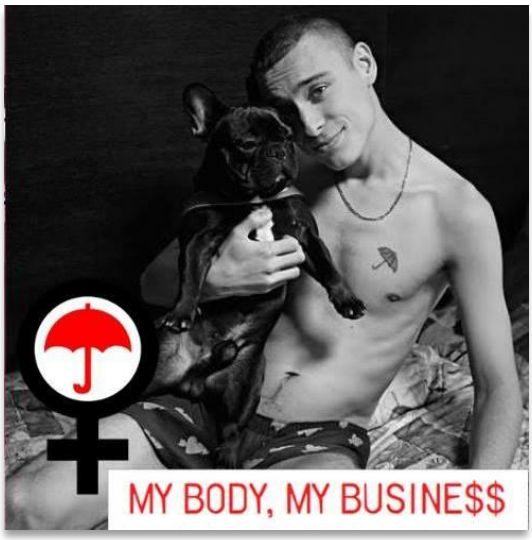
En tant que syndicaliste affilié au *Labour Party*, tu fais passer directement les motions, et donc déjà tu gagnes une étape. En plus moi j'étais dans cette tendance de l'extrême-gauche du *Labour Party*. Et je n'aurais jamais cru qu'un jour Corbyn serait un jour élu leader du parti. C'était incroyable ! Et c'est aussi la tendance qui soutient le plus les travailleuses du sexe. Et ce depuis très longtemps.

Il y avait John McDonnell aux côtés de Corbyn et même avant Corbyn, il y avait Tony Benn qui était un leader de la gauche britannique dès les années 70 donc également à la gauche du *Labour*. Dès 79, il y a eu une première proposition de loi au Royaume-Uni pour la décriminalisation du travail du sexe qui a été soutenue par la première lesbienne MP (*Member of Parliament*, ndlr) *out* au Parlement britannique. Ce n'est pas passé parce que Thatcher est devenue première ministre et du coup la loi n'a pas pu passer.

Et puis en 80-82 il y a eu une occupation de *Holy Church* dans le quartier de *King's Cross* par des travailleuses du sexe. Tony Ben, John McDonnell et toute cette

gauche-là soutient ce mouvement-là. Donc déjà, au début des années 80, il y a un soutien pour le mouvement des prostituées (je ne sais pas si on dit sex workers déjà à ce moment-là). Donc en fait quand j'arrive, c'est déjà acquis en fait cette histoire-là. Et du coup ça fait vraiment un bien fou parce que t'as l'impression d'être respecté en tant que *comrade* (camarade, ndlr), comme syndicaliste et tout... C'est cool !

Tu fais des films aussi, au Royaume Uni ?



Le porno pour moi c'était aussi une expérimentation sur les questions de genre. J'ai apporté ma perruque là, parce qu'on m'a demandé d'apporter des objets pour les archives. Le travestissement ça a été une arme politique que j'ai développée très tôt, à Act Up, avec Zezetta, tout ça.

Et puis c'est vrai que le porno c'était aussi une façon de travailler sur la masculinité. Donc avec des trucs très stéréotypés gays machin. Au début c'est Triga Films (société de production de pornos gay, ndlr) qui m'a approché via mon profil d'escort. Normalement ils ne sont pas censés faire ça et je ne suis pas censé le dire publiquement, mais c'est pas grave. Triga c'est un peu particulier comme porno. C'est très, caricatures de masculinités, genre les rugbymen, les je sais pas quoi... Moi j'étais vraiment dans le chav porn. J'ai fait une dizaine de films comme ça. Une fois que je l'avais fait pour Triga, toutes les prods un peu similaires m'ont contacté.

Donc j'ai fait Eurocreme, Hard Brit Lads, j'en ai fait plusieurs quoi. Un peu toujours le même créneau. Et puis, je rentre en 2012 à Paris parce que je tombe très amoureux d'un mec qui fait que je rentre à Paris pour vivre avec lui. J'étais toujours connecté au Strass via internet, dès qu'il y avait une manif à Paris je prenais le bus pour venir à Paris. Mais là je suis de nouveau à Paris et je m'investis beaucoup plus au Strass à ce moment-là. Ça tombe au moment 2012 où la gauche revient au pouvoir et ils relancent le débat sur la pénalisation des clients. Donc une nouvelle bataille très dure.

Est-ce que c'est à ce moment-là que tu rejoins l'autre contexte que le contexte militant, syndical, le contexte politique ? Parce que ça aussi c'est un point marquant dans ton parcours jusqu'à maintenant. C'est le fait que tu intègres EELV (Europe Ecologie Les Verts, ndlr).

Esther Benbassa

J'avais adhéré en 2008 je crois pour soutenir Pascale Ourbih, une candidate trans. Je crois que j'avais adhéré à ce moment-là. Mais bon, c'était juste une campagne municipale, et c'était vraiment soutenir une copine dans le cadre des municipales. Et je pense que c'est aussi car il y avait Esther Benbassa, la sénatrice, qui avait fait sa proposition de loi pour l'abrogation du délit de racolage.

Et je me suis dit : « Bon c'est peut-être le moment de faire du lobbying aussi en interne » et dans le même temps, il y a gens aussi dans le parti qui disent : « Oui ce serait bien que tu sois là parce que ça permet aussi de porter le débat ». Je pense que personne n'aurait osé porter ce débat-là en interne parce que c'était assez virulent, avec des abolitionnistes très remonté.e.s, le truc qu'on connaît par cœur, on se fait traiter de proxénète et tout ça... Moi j'ai l'habitude mais pour d'autres, par exemple Benbassa, je me rappelle qu'elle disait : « C'est très violent ». Et je me disais : « Mais tu t'attendais à quoi ? » (rires).

Donc oui j'ai quand même réussi à faire passer cette motion pour qu'EELV ait une position contre la pénalisation des clients. Après sur la question du travail c'est toujours bloqué même encore aujourd'hui. Disons que les abolitionnistes sont minoritaires dans ce parti mais ils sont quand même suffisamment nombreux pour pouvoir bloquer des choses. Sur la question du travail du sexe, ça évolue un peu parce qu'il y a un 1 an et demi, autour du 1er décembre, des activistes LGBT on fait passer une motion sur la lutte contre le sida et il y avait une ligne sur « santé des travailleuses du sexe ». Et là évidemment tous les abolitionnistes ont dit : "Non, pas cette terminologie et tout » mais leur amendement n'est pas passé. Donc en fait même le mot « travail du sexe » commence maintenant à passer. Mais après à propos d'EELV je pourrais dire beaucoup de choses mais pas forcément positives non plus.

On va essayer d'avancer un petit peu. Quel constat tu ferais de ton activité professionnelle, de ton militantisme, dans le contexte qui est le nôtre et qui a changé depuis 2 ou 3 ans notamment avec l'élection de Macron qui a un peti peu remélangé toutes les cartes. Puisque quand même la question de la prostitution est une question assez libérale. Et là, j'aimerais que tu nous donnes ton avis là-dessus.

Oui c'est vrai que je m'attendais à ce que peut-être ce discours libéral soit plus ouvert sur la question du travail du sexe puisqu'il parle de liberté mais bon... On se rend compte qu'en fait le libéralisme à la française, voire dans d'autres pays, s'accommode très bien de l'abolitionnisme, et l'analyse que j'en fais c'est que derrière il y a des questions économiques. La raison pour laquelle cette idéologie est reprise par le gouvernement actuel, même si je ne pense pas qu'idéologiquement il soit sur cette ligne-là, je pense qu'ils s'en foutent en fait, mais je pense qu'ils s'en accommodent très bien. Ça leur permet de mener des politiques anti-migratoires par exemple sous couvert de « lutte contre la traite », de mener des politiques de gentrification des villes sous couvert de « Faut pénaliser les clients donc on fait de la chasse au travail du sexe et on relaye vers la périphérie ». Avec la spéculation immobilière il y a quand même des enjeux économiques qui ne sont évidemment pas du tout présentés dans les débats au Parlement, etc puisqu'on reste sur des débats, j'allais dire sur le plan « moral », mais en tout cas dans l'idéologie abolitionniste et sur le féminisme. Sauf que sur le terrain, on se rend compte que ce n'est pas du tout ça. C'est-à-dire que la police n'est pas devenue féministe depuis 2016, que la répression continue sur les travailleuses du sexe même si on nous dit officiellement maintenant qu'on est des victimes. Et si les clients sont pénalisés, c'est pas pour suivre un agenda de nouvelles normes de société mais simplement parce qu'il y a des consignes des préfectures sur les commissariats pour dire : « Là, on ne veut plus de putes dans ce quartier ». On s'est rendu compte que c'était un moyen de chasser les travailleuses du sexe d'un quartier. Voilà !

Ce qui me semble certain c'est que l'abolitionnisme est aussi un moyen. C'est arrivé aussi comme une réponse je pense à l'essor du mouvement des travailleuses du sexe, pour nous re-renvoyer à un statut de victime. Le fait que tout d'un coup il y ait une parole plurielle, collective, qui arrive à quand même se faire un peu entendre, c'était un moyen de nous re-renvoyer sur un statut d'incapacité. Et ce statut de victime-là qui est défendu à travers ces

lois, à travers cette idéologie-là, je pense que c'est une façon effectivement de nous renvoyer à une forme d'invisibilité, en tout cas d'illégitimité, ou de nous dire qu'on n'est pas représentatifs, avec toute cette instrumentalisation sur la question de la traite.

Sur la question du libéralisme, ce que j'aimerais en tout cas poursuivre, peut-être en raison de mon expérience britannique, c'est que ce qu'il se passe dans l'industrie du sexe aujourd'hui et depuis un certain temps c'est aussi un exemple pour les autres travailleurs. Toutes les attaques qu'on a en ce moment contre le droit du travail, contre les droits sociaux, la retraite, l'assurance chômage, enfin tout... De plus en plus de gens se retrouvent à devoir être en *freelance* ou en auto-entreprise.

Et ça c'est ce qu'on vit dans l'industrie du sexe depuis quasiment toujours. Du coup je pense qu'on devrait pouvoir aussi apporter autant que le mouvement syndical, c'est le bon moment pour avoir cet échange-là. Malheureusement je pense qu'en France ça va prendre encore du temps. Mais dans d'autres pays je vois par exemple en Argentine, le fait qu'Ammar (Asociación de Mujeres Meretrices de Argentina), l'association des travailleuses du sexe en Argentine qui existe depuis assez longtemps, quand elles ont rejoint un syndicat *mainstream* c'était un peu dans ce contexte-là. C'était un moment de crise économique très forte en Argentine, la moitié de la population au chômage, et donc les gens travaillent dans l'économie informelle. Et ça veut dire que les syndicats sont obligés de prendre en compte cette économie informelle et de se dire : « On ouvre les portes, on ouvre le *membership* aussi à des gens qui ne sont pas dans un schéma de salarié », le lien de subordination, patron-salarié, qui est le schéma classique à la française sur lequel on est encore un peu coincé·e·s.

Enregistrement : Nathan Harran au Centre LGBTQI+ Paris Île-de-France, le 16 février 2020. Animation, programmation : Sam Bourcier, Hervé Latapie, Renaud Chantraine. Intervieweur : Arlindo Constantino. Réalisation : Marin Lefèvre. Production : Collectif Archives LGBTQI, en partenariat avec le Centre LGBTQI+ Paris Île-de-France. Communication réalisée en partenariat avec le master Information communication CRDM de l'Université Paris Nanterre. Avec le soutien de la Dilcrah, élégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT.
© 2021